

États financiers consolidés

au 30 novembre 2009



Richelieu

Rapport de la direction

Relativement aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Quincaillerie Richelieu Ltée maintient des systèmes de comptabilité et de contrôle interne qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les vérificateurs externes, a révisé les états financiers consolidés de Quincaillerie Richelieu Ltée et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-inclus ont été vérifiés par le cabinet Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés.

Montréal, Canada
Le 8 janvier 2010

Le président
et chef de la direction,



[Signé] Richard Lord

Le vice-président
et chef de la direction financière,



[Signé] Alain Giasson

Rapport des vérificateurs

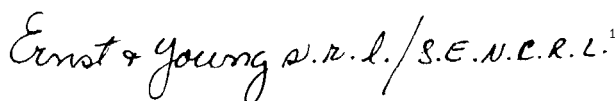
Aux actionnaires de
Quincaillerie Richelieu Ltée

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Quincaillerie Richelieu Ltée** (la « Société ») aux 30 novembre 2009 et 2008, les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis, du résultat étendu et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 novembre 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Montréal, Canada
Le 8 janvier 2010



[Signé] Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

¹ CA auditeur permis n° 17959

Bilans consolidés

Aux 30 novembre
(en milliers de dollars)



	2009 \$	2008 \$
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 442	6 126
Débiteurs	55 793	60 236
Stocks	87 058	102 963
Frais payés d'avance	327	1 273
	191 620	170 598
Immobilisations corporelles (note 4)	19 569	21 915
Actifs incorporels (notes 3 et 5)	12 853	15 199
Écarts d'acquisition (note 3)	62 449	65 772
	286 491	273 484
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer	40 108	38 774
Impôts sur les bénéfices à payer	676	681
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme (note 7)	351	278
	41 135	39 733
Dette à long terme (note 7)	317	371
Impôts futurs (note 9)	1 407	2 308
Part des actionnaires sans contrôle	3 132	2 838
	45 991	45 250
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 8)	16 916	17 105
Surplus d'apport (note 8)	3 922	3 037
Bénéfices non répartis	223 986	204 591
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	(4 324)	3 501
	240 500	228 234
	286 491	273 484

Engagements (note 10)

Événements postérieurs à la date du bilan (note 14)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



(Signé) Richard Lord
Administrateur

(Signé) Mathieu Gauvin
Administrateur

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 30 novembre
(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2009 \$	2008 \$
Ventes	424 375	441 428
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	373 083	383 180
Bénéfice avant les éléments suivants	51 292	58 248
Amortissement des immobilisations corporelles	5 063	4 159
Amortissement des actifs incorporels	1 348	1 299
Frais financiers, net	—	104
	6 411	5 562
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	44 881	52 686
Impôts sur les bénéfices (note 9)	14 183	16 749
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	30 698	35 937
Part des actionnaires sans contrôle	294	330
Bénéfice net	30 404	35 607
Bénéfice par action (note 8)		
De base	1,38	1,56
Dilué	1,38	1,56

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2009 \$	2008 \$
Bénéfice net	30 404	35 607
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	204 591	195 511
Dividendes	(7 032)	(7 301)
Prime sur rachat d'actions ordinaires pour annulation (note 8)	(3 977)	(19 226)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	223 986	204 591

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2009 \$	2008 \$
Bénéfice net	30 404	35 607
Éléments du résultat étendu		
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	(7 825)	9 698
Résultat étendu	22 579	45 305

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Aux 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2009 \$	2008 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	30 404	35 607
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 063	4 159
Amortissement des actifs incorporels	1 348	1 299
Impôts futurs	(885)	457
Part des actionnaires sans contrôle	294	330
Charge relative à la rémunération à base d'actions	885	1 055
	37 109	42 907
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	20 257	(1 686)
	57 366	41 221
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(36)	(7 401)
Dividendes versés	(7 032)	(7 301)
Émission d'actions ordinaires	8	203
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(4 176)	(20 124)
	(11 236)	(34 623)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'entreprises (note 3)	(706)	(1 094)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 912)	(7 277)
	(3 618)	(8 371)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(196)	20
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	42 316	(1 753)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	6 126	7 879
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	48 442	6 126
Informations supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	15 269	17 149
Intérêts payés (perçus), nets	(129)	458

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 novembre 2009 et 2008

(Les montants sont en milliers de dollars, sauf les données par action)

NATURE DES ACTIVITÉS

Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») œuvre dans le domaine de la distribution, de l'importation et de la fabrication de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires. Ses produits sont destinés à une importante clientèle de fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bain, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale, ainsi qu'à une vaste clientèle de détaillants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation.

1) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ce qui nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés et présentés dans les notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Quincaillerie Richelieu Ltée et ceux de ses filiales. Les opérations et soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les placements très liquides assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont été classés dans la catégorie d'instruments financiers « actifs détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés aux résultats consolidés.

Débiteurs

Les débiteurs sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût en raison de leur échéance à court terme.

Stocks

Les stocks qui se composent principalement de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimative.

Bâtiments	20 ans
Améliorations locatives	Durée des baux, maximum 5 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Mobilier et agencements	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont des actifs acquis qui n'ont pas d'existence physique et qui respectent des critères précis permettant la comptabilisation distincte de l'écart d'acquisition et des immobilisations corporelles. Les actifs incorporels acquis comprennent principalement les logiciels acquis ou développés à l'interne, des relations clients, des ententes de non-concurrence et des marques de commerce. Les logiciels et les relations clients sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimative qui est respectivement de 3 ans et de 10 à 20 ans tandis que les ententes de non-concurrence sont amorties sur la durée respective des ententes. Les marques de commerce ont une durée de vie indéfinie et, par conséquent, ne sont pas amorties.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé aux résultats, le cas échéant.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Toute dépréciation est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite.

Autres passifs financiers

Les créditeurs et charges à payer sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Constataion des ventes

Les ventes sont constatées lors de la livraison des marchandises aux clients.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à la valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans les résultats de l'exercice au cours duquel elles se produisent.

Conversion des devises

La Société suit la méthode temporelle de conversion des soldes et des opérations en devises en dollars canadiens, à l'exception des comptes de sa filiale étrangère autonome. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change à la date de clôture tandis que les autres éléments aux bilans et aux états des résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change sont reflétés dans les résultats de l'exercice.

Les éléments d'actif et de passif de la filiale américaine, considérée comme autonome sur le plan financier et opérationnel, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de comptabilisation. Les gains et les pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat étendu.

Contrats de change à terme

La Société conclut périodiquement des contrats de change à terme avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations de change relatives aux passifs libellés en devises, de même que pour couvrir certains achats prévus. La Société n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives. La Société utilise la comptabilité de couverture seulement lorsqu'elle rencontre les critères de documentation exigés en vertu des normes comptables canadiennes. Les instruments financiers dérivés que la Société a choisis de désigner comme éléments de couverture de trésorerie font partie des actifs et passifs financiers disponibles à la vente. Ils sont évalués à la juste valeur, soit le montant approximatif qui peut être obtenu en règlement de ces instruments aux taux pratiqués sur le marché, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 novembre 2009 et 2008

(les montants sont en milliers de dollars, sauf les données par action)

1) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Si l'instrument n'est pas désigné et documenté comme un élément de couverture, les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de l'exercice. L'actif ou le passif lié aux instruments financiers dérivés est présenté au poste Débiteurs ou Crédeurs et charges à payer aux bilans consolidés.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La Société impute aux résultats les rémunérations et autres paiements à base d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les options d'achat d'actions attribuées. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge relative à la rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits relatifs à ces options d'achat d'actions.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

2) MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Adoptées en 2009

Stocks

En mars 2007, l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») a adopté le nouveau chapitre 3031 «Stocks», qui a remplacé le chapitre 3030 «Stocks». Cette norme se veut l'équivalent canadien de l'IAS 2, Stocks, des Normes internationales d'information financière (IFRS). Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette, ce qui est conforme à la convention comptable de la Société. Il fournit également des lignes directrices sur la détermination du coût et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente.

Ce nouveau chapitre s'applique depuis le 1^{er} décembre 2008 et n'a pas eu d'incidences importantes sur les états financiers consolidés de la Société au cours de l'exercice terminé le 30 novembre 2009.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels» qui a remplacé le chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels» ainsi que le chapitre 3450 «Frais de recherche et de développement».

Le chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne [incluant les frais de recherche et de développement].

Ce nouveau chapitre s'applique depuis le 1^{er} décembre 2008 et n'a pas eu d'incidences importantes sur les états financiers consolidés de la Société au cours de l'exercice terminé le 30 novembre 2009.

Adoptées en 2008

Capital et instruments financiers

Depuis le 1^{er} décembre 2007, la Société a adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'ICCA.

Le chapitre 1535 «Informations à fournir concernant le capital» établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital et mentionner le fait qu'elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise et, en cas de non-conformité, les conséquences d'une telle dérogation.

Le chapitre 3862 «Instruments financiers – informations à fournir» modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer l'importance des instruments financiers sur sa situation et sa performance financière de même que la nature et l'ampleur des risques en découlant au cours de la période et à la date de clôture ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 «Instruments financiers – présentation» reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

3) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2009

Le 4 novembre 2009, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Paint Direct Inc. pour une contrepartie de 952 \$, incluant les frais d'acquisition et un solde de prix de vente de 246 \$. Cette entreprise basée à Calgary se spécialise dans la distribution de produits de finition.

2008

Le 7 avril 2008, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Top Supplies inc. pour une contrepartie en espèces de 261 \$ (258 \$ US), incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 400 \$. Implanté à High Point en Caroline du Nord, ce distributeur de quincaillerie décorative et fonctionnelle et de produits connexes dessert principalement une clientèle de fabricants de meubles résidentiels et d'ébénisteries commerciales.

Le 28 juillet 2008, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Acroma Sales Ltd. pour une contrepartie en espèces de 833 \$, incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 113 \$. Cette entreprise, comptant deux places d'affaire située en Colombie Britannique (Vancouver et Kelowna), se spécialise dans la distribution de produits de finition pour les fabricants de meuble et de cuisine.

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation sont compris dans les états financiers depuis la date d'acquisition. Les répartitions des prix d'achat se résument de la façon suivante :

Sommaire des acquisitions

	2009	2008
	\$	\$
Actif net acquis		
Actifs à court terme	473	888
Immobilisations corporelles	97	64
Actifs incorporels	343	303
Écarts d'acquisition	246	639
	1 159	1 894
Passifs à court terme pris en charge	207	287
Actif net acquis	952	1 607
Contrepartie		
Comptant	706	1 094
Soldes de prix de vente à payer (note 7)	246	513

4) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009		2008	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$	\$	\$
Terrains	3 546	—	3 566	—
Bâtiments	13 482	7 416	13 247	6 631
Améliorations locatives	2 916	2 090	2 745	1 839
Matériel et outillage	18 254	13 810	17 721	12 566
Matériel roulant	4 540	3 383	4 494	2 989
Mobilier et agencements	8 415	5 597	7 414	4 139
Matériel informatique	7 188	6 476	6 749	5 854
	58 341	38 772	55 933	34 018
Amortissement cumulé	(38 772)		(34 018)	
	19 569		21 915	

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 novembre 2009 et 2008

(les montants sont en milliers de dollars, sauf les données par action)

5) ACTIFS INCORPORELS

	2009			2008		
	Coût \$	Amortis- sement cumulé \$	Valeur nette \$	Coût \$	Amortis- sement cumulé \$	Valeur nette \$
Actifs incorporels à durée de vie limitée						
Logiciels	2 900	2 164	736	2 759	1 873	886
Ententes de non- concurrency	428	312	116	446	234	212
Relations clients	10 908	3 001	7 907	11 863	2 254	9 609
	14 236	5 477	8 759	15 068	4 361	10 707
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie						
Marques de commerce	4 094	—	4 094	4 492	—	4 492
	18 330	5 477	12 853	19 560	4 361	15 199

6) DETTE BANCAIRE

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 26 millions de dollars (même montant en 2008) avec une institution bancaire canadienne qui porte intérêt au taux préférentiel bancaire, qui était de 2,25 % au 30 novembre 2009 (4,00 % en 2008) et qui est renouvelable annuellement. La Société dispose également d'une marge de crédit autorisée de 5 millions de dollars américains (aucune en 2008) avec une institution bancaire américaine qui porte intérêt au taux préférentiel de 3,25% plus 2,00% et qui est renouvelable annuellement.

7) DETTE À LONG TERME

	2009 \$	2008 \$
Soldes à payer sur acquisitions d'entreprises, portant intérêt à un taux variable basé sur les taux préférentiel au Canada et aux États-Unis, soit entre 1,25 % et 2,25 % au 30 novembre 2009 (3 % au 30 novembre 2008) et échéant à diverses dates jusqu'en 2013	668	649
Tranche échéant à court terme	351	278
	317	371

Les versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices sont les suivants : 351 \$ en 2010 et 106 \$ en 2011 et 2012, puis 105 \$ en 2013.

8) CAPITAL ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité :

Actions ordinaires.

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en série, dont les caractéristiques doivent être établies par le conseil d'administration.

Émis

	2009 \$	2008 \$
21 779 759 actions ordinaires (21 976 409 en 2008)	16 916	17 105

Au cours de l'exercice 2009, la Société a émis 1 550 actions ordinaires (30 700 en 2008) à un prix moyen de 5,15 \$ par action (6,62 \$ en 2008) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de l'exercice 2009, la Société a acheté aux fins d'annulation 198 200 actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie de 4 176 \$ (1 155 028 pour une contrepartie de 20 124 \$ en 2008) entraînant une prime au rachat de 3 977 \$ qui a été enregistrée en diminution des bénéfices non répartis (prime de 19 226 \$ en 2008).

Régime d'options d'achat d'actions

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants et employés clés. Le prix de souscription de chaque action visée par une option octroyée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions des cinq jours précédant la date de l'octroi et doit être payé intégralement au moment de la levée de l'option. Les options peuvent être levées un an après leur octroi à raison de 25 % par année et doivent être levées au plus tard au dixième anniversaire de la date de l'octroi.

Au 30 novembre 2009, 294 525 options (444 525 en 2008) pouvaient être octroyées en vertu de ce régime.

Au cours des deux derniers exercices, les opérations portant sur les options se résument comme suit :

	Nombre d'options	Prix de levée par action \$	Total \$
En circulation au 30 novembre 2007	640 000	4,26 à 24,76	12 615
Octroyées	202 000	15,89 à 22,88	4 015
Levées	(30 700)	4,26 à 11,35	(203)
Annulées	(15 250)	22,13 à 24,37	(364)
En circulation au 30 novembre 2008	796 050	5,15 à 24,76	16 063
Octroyées	153 000	16,72 à 17,44	2 662
Levées	(1 550)	5,15	(8)
Annulées	(3 000)	14,58 à 22,13	(59)
En circulation au 30 novembre 2009	944 500	5,15 à 24,76	18 658

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 30 novembre 2009.

Fourchette des prix de levée (en dollars)	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options (en milliers)	Durée restante moyenne pondérée (en années)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars)
5,15 – 9,96	57 700	1,20	7,48	57 700	7,48
9,97 – 14,50	59 000	3,14	14,02	59 000	14,02
14,51 – 21,69	407 000	8,10	18,85	102 750	19,49
21,70 – 24,76	420 800	6,06	23,12	325 425	22,79
	944 500	6,46	19,76	544 875	19,59

Au cours de l'exercice 2009, la Société a octroyé 153 000 options d'achat d'actions (202 000 en 2008) comportant un prix d'exercice moyen de 17,40 \$ par action (19,88 \$ en 2008) et une juste valeur moyenne de 4,02 \$ l'option (5,13 \$ en 2008) déterminée selon le modèle d'évaluation Black & Scholes en considérant un taux de dividendes prévu de 1,7% (1,5% en 2008), une volatilité prévue de 23% (21% en 2008), un taux d'intérêt sans risque de 2,36% (3,67% en 2008) avec une durée prévue de sept ans (sept ans en 2008). La charge de rémunération imputée aux résultats en 2009 relativement aux options s'est élevée à 885 \$ (1 055 \$ en 2008).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 novembre 2009 et 2008

(les montants sont en milliers de dollars, sauf les données par action)

8) CAPITAL ACTIONS (suite)

Bénéfice par action

Le bénéfice par action de base et le bénéfice par action dilué ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	2009 \$	2008 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	21 965	22 785
Effet de dilution en vertu du régime d'option d'achat d'actions	54	86
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	22 019	22 871

Le calcul du bénéfice net dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 641 800 options sur actions, leur prix de levée, étant supérieur au cours moyen des actions de l'exercice, aurait un effet anti-dilutif.

9) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les principales composantes de la charge d'impôts se présentent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Exigibles	15 068	16 292
Futurs		
Relatifs aux écarts temporaires	(874)	697
Effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts futurs	(11)	(240)
	14 183	16 749

Le taux réel d'impôts sur les bénéfices diffère des taux combinés prévus par la Loi pour les raisons suivantes :

	2009 \$	2008 \$
Taux combinés prévus par la Loi	31,03 %	31,58 %
Impôts sur les bénéfices aux taux combinés prévus par la Loi	13 926	16 638
Augmentation (diminution) découlant de :		
Effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts futurs	(11)	(240)
Effet de la variation du taux statutaire pour la filiale hors Canada	(180)	104
Rémunérations à base d'actions	274	327
Frais divers non déductibles	109	68
Autres	65	(148)
	14 183	16 749

Les impôts futurs reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs de la Société s'établissaient comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Actifs d'impôts futurs à long terme		
Conversion de devises et autres provisions reconnues aux fins fiscales à leur décaissement seulement	2 757	1 681
Excédent de la valeur fiscale sur la valeur comptable nette des immobilisations	921	656
	3 678	2 337
Passifs d'impôts futurs à long terme		
Excédent de la valeur comptable nette sur la valeur fiscale des actifs incorporels et des écarts d'acquisition	5 085	4 645
Passifs d'impôts futurs nets à long terme	1 407	2 308

10) ENGAGEMENTS

a) Contrats de location

La Société a pris des engagements en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux d'entreposage et de bureau venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2018. Les paiements minimums futurs, excluant certains frais accessoires dont la Société est responsable, s'établissent comme suit :

	\$
2010	4 698
2011	4 460
2012	3 597
2013	2 609
2014	1 838
2015 et suivants	2 860
	20 062

b) Contrats de change à terme

Le tableau suivant présente les contrats de change à terme au 30 novembre 2009 échéant entre décembre 2009 et février 2010.

Type	Devise en milliers	Taux de change moyen
Achat	4 700 Euros	1,5777

11) CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé des éléments suivants et les variations survenues au cours des exercices terminés les 30 novembre 2009 et 2008 se détaillent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Solde au début de la période	3 501	(6 197)
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	(7 825)	9 698
Solde à la fin de la période	(4 324)	3 501

12) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer constitue une estimation raisonnable de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La valeur comptable de la dette à long terme constitue une estimation raisonnable de la juste valeur en raison soit de l'utilisation d'un taux flottant pour certains emprunts ou parce que la direction estime que la juste valeur des emprunts comportant un taux fixe ne diffère pas beaucoup de leur valeur comptable, compte tenu de l'échéance prochaine de certains et des taux qui pourraient actuellement être obtenus par la Société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires.

Au 30 novembre 2009, la juste valeur des contrats de change à terme était d'environ 29 \$ favorable (5\$ favorable au 30 novembre 2008), ce qui représente le montant approximatif que la Société aurait encaissé en règlement de ces contrats aux taux pratiqués sur le marché.

Risque de crédit

La Société vend ses produits à de nombreux clients situés principalement au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Le risque de crédit est lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des débiteurs de la Société. Le délai moyen de recouvrement des débiteurs au 30 novembre 2009 est à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 novembre 2009 et 2008

(les montants sont en milliers de dollars, sauf les données par action)

12) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS (suite)

La Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et n'exige généralement pas de garantie. La provision pour mauvaises créances de l'exercice terminé le 30 novembre 2009 se détaille comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Solde au début de l'exercice	3 661	3 503
Provision pour mauvaises créances	2 302	1 601
Radiation de créances	(1 196)	(1 617)
Effet des variations de taux de change	(165)	174
Solde à la fin de l'exercice	4 602	3 661

Le solde des débiteurs de la Société, qui sont en souffrance depuis plus de 60 jours mais qui n'ont pas été provisionnés, totalise 667 \$ (1 069 \$ en 2008).

Aux 30 novembre 2009 et 2008, aucun client ne représentait plus de 10 % du total des débiteurs.

Risque de marché

La Société est exposé aux fluctuations de change pouvant affecter ses achats et ses ventes conclus en devises étrangères (principalement en dollar US) ainsi que l'actif monétaire net libellé en dollar US pour sa filiale américaine jusqu'au 31 août 2007. Les charges d'administration pour l'exercice terminé le 30 novembre 2009 comprennent une perte de change de 325 \$ contre un gain de 1 084 \$ pour l'exercice précédent.

La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant partiellement ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change à terme. Les principaux risques de change de la Société sont couverts par une trésorerie centralisée. Les risques de change sont gérés conformément à la politique de gestion du risque de change. L'objectif visé par la politique est de protéger les profits d'exploitation de la Société en réduisant l'exposition à la fluctuation de change. La politique en matière de gestion des risques de change ne permet pas d'effectuer des opérations à des fins de spéculation.

Au 30 novembre 2009, une dépréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, et sur l'Euro, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait augmenté le montant du bénéfice net consolidé de 6 \$ (3 \$ en 2008) et augmenté celui des autres éléments du résultat étendu de 470 \$ (531 \$ en 2008). La sensibilité du taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers détenus par la Société à la date du bilan.

Au 30 novembre 2009, l'état consolidé du résultat étendu présente une perte de change de 7 825 \$ (gain de 9 698 \$ au 30 novembre 2008) sur le placement net dans un établissement étranger autonome, qui résulte principalement de la conversion de l'investissement à long terme dans cet établissement.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de ne pouvoir régler ses passifs financiers au moment opportun en tenant compte des besoins opérationnels et en ayant recours à différentes sources de financement, le cas échéant. Au cours des dernières années, la Société a financé sa croissance, ses acquisitions et ses distributions aux actionnaires en utilisant les fonds autogénérés par ses opérations.

Charges de la période

Durant l'exercice terminé le 30 novembre 2009, le montant des stocks passés en charge résultant des activités d'importation, de distribution et de fabrication est de 298 547 \$. Ce montant inclut une charge de désuétude des stocks de 577 \$.

13) INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Au cours de l'exercice terminé le 30 novembre 2009, près de 84 % des ventes ont été effectuées au Canada alors que les ventes à l'étranger, presque entièrement aux États-Unis, s'élèvent, en dollars canadiens, à 67 738 \$ (76 400 \$ en 2008) et à 58 503 \$ (73 073 \$ en 2008) en dollars US.

Au 30 novembre 2009, du total des immobilisations corporelles de 19 569 \$ (21 915 \$ en 2008), 968 \$ (1 088 \$ en 2008) sont situées aux États-Unis. De plus, les actifs incorporels situés aux États-Unis s'élèvent à 8 398 \$ (10 459 \$ en 2008) et les écarts d'acquisition à 20 768 \$ (24 337 \$ en 2008) en dollars canadiens, et s'élèvent respectivement à 7 956 \$ (8 455 \$ en 2008) et à 19 674 \$ (même montant en 2008) en dollars US.

14) ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Acquisition d'entreprise

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Woodland Specialties Inc. pour une contrepartie de 464 \$, excluant les frais d'acquisition. Cette entreprise basée à Syracuse dans l'État de New York aux États-Unis se spécialise dans la distribution de produits de quincaillerie, de stratifiés haute pression, de produits de finition et autres produits complémentaires destinés principalement aux fabricants de cuisine et du secteur de l'ébénisterie commerciale.

Disposition d'actifs

Le 29 décembre 2009, la Société a décidé de discontinuer ses opérations de distribution de céramique et s'est engagée à vendre ses inventaires pour une contrepartie conditionnelle de 2 800 \$, par une offre de vente dont la date de clôture est prévue le 29 janvier 2010. Pour l'exercice terminé le 30 novembre 2009, les activités de distribution de céramique ont généré un chiffre d'affaires de 8 783 \$.

15) GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société sont les suivants :

- Maintenir un faible ratio d'endettement pour préserver la capacité de l'entité de poursuivre sa croissance interne et par acquisitions ;
- Fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut être amenée à modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, à remettre du capital aux actionnaires ou à émettre de nouvelles actions.

Pour l'exercice terminé le 30 novembre 2009, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Ratio d'endettement : 0,3 % (0,3 % en 2008) (dette portant intérêt / avoir des actionnaires)
- Un rendement sur l'avoir moyen des actionnaires de 13,0 % au cours des 12 derniers mois (16,3 % au cours des 12 mois précédents)

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

16) CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres présentés pour l'exercice financier terminé le 30 novembre 2008 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée durant l'exercice financier terminé le 30 novembre 2009.